



Caractéristiques de l'exercice

	1976	1977
Total des sommes versées aux assurés et aux bénéficiaires	\$ 479,999,000	\$ 501,082,000
Participations versées aux assurés	\$ 98,798,000	\$ 104,834,000
Actif au 31 décembre	\$ 5,049,261,000	\$ 5,542,158,000
Taux d'intérêt réalisé (net)	7.51%	7.86%
Revenu total	\$ 1,140,384,000	\$ 1,171,966,000
Assurance-vie		
Affaires nouvelles	\$ 3,889,184,000	\$ 4,519,080,000
Portefeuille total	\$31,795,474,000	\$35,910,582,000
Primes encaissées		
Assurance-vie	\$ 406,866,000	\$ 416,002,000
Assurance-maladie	\$ 63,156,000	\$ 71,258,000
Rentes	\$ 146,664,000	\$ 151,930,000



Couverture

L'ouverture, en 1977, du premier Participarc au Canada, marquait le premier jalon de la campagne nationale de la Sun Life visant à inciter les gens à s'adonner aux activités de nature à améliorer la forme physique. Ce sentier de jogging, avec relais pour pratiques différentes et exercices, a été organisé par le club Kinsmen de Port Coquitlam, Colombie-Britannique.

A l'heure actuelle, plus d'une centaine de ces sentiers sont en voie d'aménagement. L'ensemble du programme est une entreprise conjointe de la Compagnie, de l'Association des clubs Kinsmen et de Participaction.

Le Conseil d'administration

Alistair M. Campbell, F.I.A., F.S.A.

Président du Conseil d'administration

Thomas M. Galt, F.S.A.

Président

George F. S. Clarke, F.S.A.

Vice-président général

Claude Bertrand, C.C., D.M.

Chef émérite du service de neurochirurgie,
Hôpital Notre-Dame, Montréal

Frank M. Covert, O.B.E., D.F.C., C.R.

Associé principal

Stewart, MacKeen & Covert

H. Roy Crabtree, C.D.

Président du Conseil et président

Wabasso Limited

Albert L. Fairley, Jr.

Président,

Hollinger Mines Limited

Jock K. Finlayson

Vice-président du Conseil

Banque Royale du Canada

J. Peter Gordon

Président du Conseil et chef de la Direction,
The Steel Company of Canada, Limited

Eric L. Hamilton

Président du Conseil

Canadian Industries Limited

G. Arnold Hart, M.B.E., LL.D., D.C.L.,

D.C.Sc.

Administrateur et ancien président du
Conseil et chef de la Direction

Banque de Montréal

Louis Hébert, O.C.

Président du Conseil

Banque Canadienne Nationale

G. W. Humphrey

Président du Conseil

The Hanna Mining Company

Howard J. Lang, ing.

Président du Conseil

Canron Limitée

Herbert H. Lank

Président du Conseil

Crédit Foncier Franco-Canadien

Très Hon. Lord Polwarth, T.D., D.L.

Administrateur,

Bank of Scotland

Alfred Powis

Président du Conseil et président

Noranda Mines Ltd.

Ian D. Sinclair, C.R.

Président du Conseil et chef de la Direction,

Canadien Pacifique Limitée

J. Herbert Smith, ing., D.Sc.

Administrateur, Banque de Commerce

Canadienne Impériale

John A. Tory, C.R.

Président

The Thomson Corporation Limited

Marshall M. Williams

Président, Calgary Power Ltd.

Allocution du président



Monsieur le président du Conseil,
mesdames et messieurs,

Je suis heureux de vous présenter, au nom du Conseil d'administration, le 107^e rapport annuel de la Compagnie. L'année 1977 a été marquée par une substantielle augmentation des gains, de nouveaux records en assurance-vie dans les principaux pays où nous opérons et un certain nombre d'importants progrès dans d'autres domaines.

Conseil d'administration

Deux administrateurs se retirent du Conseil à l'occasion de la présente assemblée. M. Colin W. Webster a atteint l'âge de la retraite prévu pour les administrateurs. L'honorable James Sinclair, C.P., qui réduit ses activités, a demandé, il y a quelques mois, de ne pas inclure son nom dans la liste des candidats.

M. Webster était devenu administrateur en 1961 et membre du Comité exécutif en 1965. M. Sinclair était entré au Conseil en 1962. Ces deux hommes ont joué un rôle important dans les affaires de la Compagnie et ont contribué à ses progrès d'une manière remarquable: M. Webster, comme membre à la fois du Conseil et du Comité exécutif, et M. Sinclair, en s'intéressant d'une manière toute particulière à nos affaires dans l'Ouest du Canada. La pertinence de leurs conseils et la sagesse de leur jugement vont désormais faire défaut à nos assemblées du Conseil.

Deux candidatures vous seront proposées, au cours de cette assemblée, pour remplir leurs postes. Celles de M. George F. S. Clarke, F.S.A., et de M. Marshall M. Williams. M. Clarke est Vice-président général de notre compagnie. M. Williams est Président de Calgary Power Ltd et administrateur de plusieurs compagnies canadiennes. Bénéficiant d'une vaste expérience dans l'industrie de l'électricité appliquée aux services publics, M. Williams fait partie des conseils d'administration de AEC Power Ltd et PanCanadian Petroleum Ltd, deux compagnies spécialisées dans le domaine de l'énergie.

Les gens de la Sun Life

Les 7,500 personnes qui travaillent, dans le monde entier, pour notre compagnie ont permis d'enregistrer, en 1977, des résultats très satisfaisants. Ces hommes et ces femmes remplissent des fonctions d'une grande diversité: la souscription des contrats, le service aux titulaires, les opérations de placement, l'administration générale, la conception des produits, l'analyse financière et une grande variété d'autres activités. Je suis fier de la manière dont ils accomplissent leur tâche. Les résultats que la compagnie obtient dépendent, pour une grande part, de leurs connaissances techniques, de leur dévouement et de leur capacité à travailler en collaboration. Pour nos gens, l'année, difficile à beaucoup d'égards, a exigé des efforts exceptionnels. Dire qu'elle a été tellement fructueuse, c'est rendre hommage à leur valeur et je les remercie personnellement et au nom de tous les membres du Conseil d'administration.

Affaires nouvelles

En 1977, 142,000 contrats, soit un montant sans précédent de \$4.5 milliards d'affaires nouvelles et des primes annuelles de \$50 millions, ont été souscrits.

Dans le monde, nos souscriptions de contrats d'assurance-vie ont été de 16% plus élevées qu'en 1976. Grâce à une prospection sans relâche de nos principaux marchés, la souscription des contrats d'assurance-vie collective a été particulièrement forte. En nette progression, d'une manière générale, les contrats collectifs d'assurance-vie se sont élevés au Canada à \$1.3 milliard, soit une augmentation de 42%. La souscription des contrats d'assurance-vie individuelle

a baissé de 2% au Canada, légèrement augmenté dans d'autres pays, et marqué, en moyenne, une baisse peu considérable. Comparés à l'augmentation substantielle que ce genre de contrat avait connue au cours des années précédentes, les résultats de 1977 ont été décevants.

Le montant des primes uniques et annuelles des nouveaux contrats de rente s'est élevé à \$106 millions, à peu près le même chiffre que l'année précédente. Les primes des nouveaux contrats d'assurance maladie ont atteint \$5.8 millions, somme nettement supérieure à celle de l'année précédente et qui reflète bien le succès de la mise en marché de notre nouveau contrat collectif d'assurance dentaire.

Affaires en vigueur

La croissance de nos portefeuilles d'assurance-vie, d'assurance-maladie et de rentes a été importante. Le portefeuille d'assurance-vie a augmenté de 13% pour atteindre environ \$36 milliards, soit \$16 milliards d'assurance individuelle et \$20 milliards d'assurance collective.

Les portefeuilles des contrats d'assurance-maladie et de rentes enregistraient également des augmentations. La croissance des souscriptions de rentes a été excellente au cours des dernières années. Le total des primes de celles-ci a été plus de quatre fois supérieur à ce qu'il était il y a cinq ans.

Au total, plus de quatre millions de personnes, aux termes de contrats individuels et de certificats de groupe, sont couvertes par des contrats d'assurance-vie et de rente de la compagnie.

Actif

Je suis heureux de pouvoir dire ici que nos opérations de placement, en 1977, ont été très satisfaisantes. A la fin de l'année, l'actif de la compagnie s'élevait à plus de \$5.5 milliards, soit une augmentation de 10%. Une partie de cette importante augmentation, \$52 millions, est due au fait que le taux de change de la livre anglaise a été porté de \$1.80 à \$2.00, pour fins comptables. Ce changement s'imposait pour tenir compte de l'augmentation substantielle, en 1977, du taux de change de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Notre portefeuille de placements est très diversifié et de haute qualité. Pendant l'année, nous avons investi une large part

de nos fonds disponibles dans les obligations dont le rendement était alors très intéressant. Nous nous sommes attachés, depuis quelques années, à faire des acquisitions immobilières et nous avons poursuivi cette politique en 1977. L'un de nos placements immobiliers les plus importants est notre nouvel édifice Place Sun Life, dans le centre-ville d'Edmonton. Il s'agit d'un immeuble à usage de bureaux de 25 étages, d'une superficie d'environ 273,000 pieds carrés utilisable pour la location. Le Centre de service régional, les bureaux de Placements immobiliers et de la Gestion immobilière de la Région Canada-Ouest l'occuperont partiellement et le surplus sera loué. Nous prévoyons inaugurer cet édifice le printemps prochain.

Notre portefeuille d'actions ordinaires et de prêts hypothécaires a également augmenté.

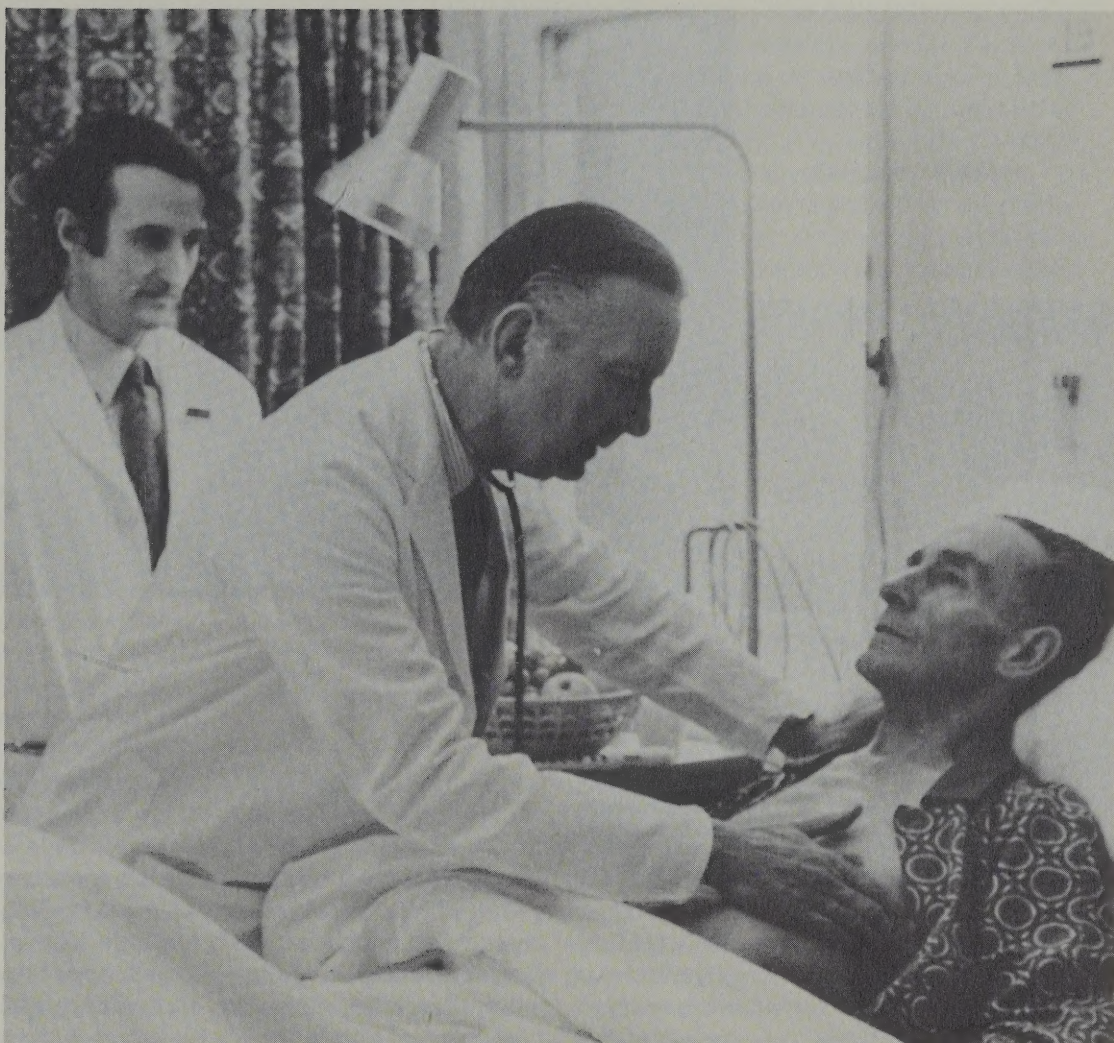
Le taux du rendement net de l'actif, branche vie, provenant des intérêts, dividendes et loyers, a été de 7.86%, alors qu'il était de 7.51% en 1976.

Recettes, débours et gains

Les recettes totales de la Compagnie se sont élevées à \$1,172 millions. Le total des primes a augmenté de 3.6%, pour atteindre \$639 millions. Le revenu des placements, \$364 millions, marque une augmentation de 11%. Les paiements aux titulaires et aux bénéficiaires de contrats se sont élevés à \$501 millions dont le quart est constitué par des règlements décès et le solde, par des paiements aux titulaires vivants. Les participations servies aux assurés se sont élevées à \$105 millions.

Les gains résultant des opérations d'assurance constituent un record. Ils ont atteint \$158 millions, soit une augmentation de 21%.

Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de l'augmentation de nos gains, notamment: le rendement accru de nos placements, le maintien du contrôle efficace de nos frais, l'amélioration de la productivité et une mortalité favorable. Cette dernière est due à diverses raisons, dont l'amélioration de la santé publique. A cet égard, il est intéressant de noter que les décès causés par les maladies cardio-vasculaires qui, jusqu'à récemment, ne cessaient d'augmenter, ont amorcé un déclin sensible dans la plupart des pays. Il est permis de croire que



Aide à la recherche médicale. Le docteur S. Oram, conseiller médical de la division britannique, examine un malade au Centre de recherche de l'hôpital King's College, à Londres, où il est praticien principal et directeur de la section de Cardiologie. La Compagnie a versé une forte somme pour le développement du Centre (Courtoisie de Thames T.V., Londres).

provision pour fluctuation des cours et \$31 millions ont constitué une addition au surplus.

l'amélioration des dispositions prises pour la surveillance de la tension artérielle et le changement des façons de penser en ce qui concerne l'usage du tabac et la forme physique ne sont pas étrangers à cette évolution.

A partir du 1^{er} avril 1978, le barème des participations sera relevé, au Canada, pour la plupart des titulaires de contrats individuels avec participation, non enregistrés, conséquence des modifications apportées à la législation canadienne touchant l'impôt sur le revenu. Les taux d'intérêt sur les dépôts seront également majorés au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et aux Philippines.

Après avoir versé les participations aux assurés, \$16 millions ont été ajoutés à la

Santé et forme physique

La nature des affaires des compagnies d'assurance-vie les oblige à s'intéresser de très près à la santé et au bien-être du public. Nous y contribuons en consacrant une part importante de notre programme à la recherche médicale. Par exemple, durant l'année, nous avons fait le dernier versement d'un don substantiel à l'Institut de recherches du Montreal General Hospital et nous nous sommes engagés à lui verser un montant supplémentaire, qui sera réparti sur une période de trois ans et, aux États-Unis, nous avons fait un don d'une nature spéciale, pour contribuer aux recherches sur le cancer, au M.D. Anderson Hospital and Tumor Institute, de Houston.

Notre programme de relations publiques, au Canada, porte sur la santé et la



Pour aider les autres à poursuivre la tâche. En 1977, le docteur Elizabeth Bagshaw, âgée de 96 ans, recevait un paiement spécial d'échéance touchant deux polices Sun Life. Cette résidente de Hamilton, Ontario, célèbre instigatrice de la planification familiale, affecte ces sommes à la création d'une bourse pour les étudiantes canadiennes en sciences de la santé, à l'université McMaster.

forme physique. Nous avons réalisé une série de brochures et de films, sur les activités récréatives, qu'il est possible de se procurer gratuitement. Nous intensifions notre programme, en 1978, en fournissant des fonds pour l'achat de l'équipement de physiothérapie destiné aux Jeux du Commonwealth, qui auront lieu à Edmonton au mois d'août. Cet équipement sera installé, en permanence, à l'hôpital universitaire.

Perspectives économiques

Malgré des difficultés persistantes, les perspectives économiques, dans les principaux pays où nous opérons, nous laissent tout de même un espoir raisonnable pour l'année 1978. L'inflation est encore partout un sérieux problème.

Cette année devrait être meilleure du point de vue économique, au Canada, grâce à la continuation de l'augmentation modérée des dépenses de consommation, à une certaine reprise des placements à revenu fixe effectués par les entreprises, et à une amélioration favorisée par la faible valeur du dollar canadien, de notre balance commerciale. Néanmoins, la croissance sera encore inférieure au taux moyen à long terme, le chômage restera élevé, et l'inflation se maintiendra vraisemblablement entre 7 et 8% par an, ce qui représente un taux inacceptable.

Beaucoup de démocraties occidentales

font actuellement face à des problèmes économiques semblables à ceux que nous connaissons au Canada: lenteur de la croissance réelle, niveau élevé d'inflation, déséquilibre de la balance des paiements, situation largement déficitaire des budgets gouvernementaux et taux élevé de chômage. Je considère comme un facteur d'optimisme le fait que notre gouvernement a dernièrement reconnu l'importante nécessité de la restriction des dépenses et de l'application d'une politique monétaire orientée, conformément aux fréquentes déclarations du Gouverneur de la Banque du Canada, vers une réduction progressive, mais soutenue, de l'inflation.

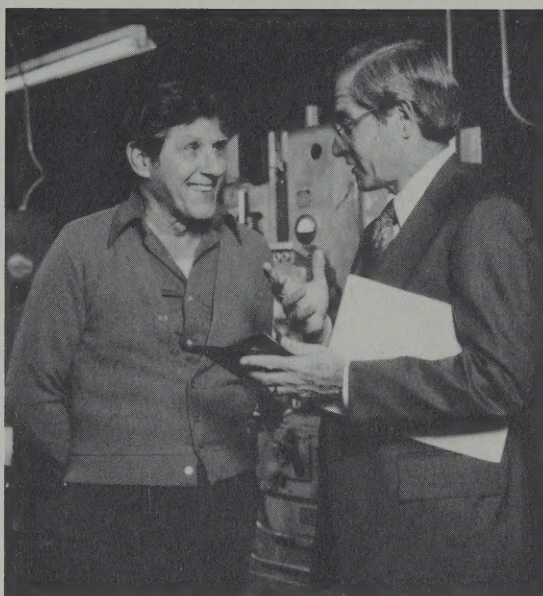
Des efforts constants doivent être faits pour contenir davantage l'accroissement des dépenses gouvernementales. De même, la Banque du Canada doit poursuivre l'application de sa politique officielle de réduction progressive de la masse monétaire. C'est seulement lorsque le monde des affaires et le public seront convaincus que le gouvernement se consacre à ce genre de politiques que nous pourrions espérer le retour de la confiance, facteur essentiel à une saine croissance économique.

Les progrès de la Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité sont également encourageants. Le rapport provisoire de cette commission sur les dépenses et la gestion, au gouvernement fédéral, a été publié en novembre. Notre compagnie prépare en ce moment un mémoire pour la Commission et nous attendons avec impatience le rapport final et ses recommandations en ce qui concerne les lignes de conduite administratives. Ce sera un rapport très attendu.

Le transfert du siège social

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur le projet de transfert de notre siège social à Toronto, que j'ai annoncé le 6 janvier, et faire quelques commentaires sur certains événements qui l'ont suivi.

L'actuel gouvernement du Québec n'a pas fait mystère de son intention de réaliser l'indépendance du Québec, ce qui a amené certains assurés, actuels ou éventuels, à refuser de souscrire des contrats auprès de compagnies ayant leur siège social au Québec. Dans mon allocution à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'année dernière, j'ai essayé d'apaiser ces craintes en faisant



Communications. L'agent Larry Katz (au haut) précise un point à Emery S. Takacs, secrétaire-trésorier de Triangle Grinding Company, Houston, Texas. Également dans le sud des États-Unis, Morris Feinberg rend visite à Morris Rouso, président du Conseil de Shoes City, Inc., un organisme regroupant 50 magasins de chaussures libre-service dans Montgomery, Alabama. Ces deux agents sont membres agréés du Sun Life Hall of Fame des États-Unis, créé en 1977 pour rendre hommage aux agents particulièrement méritants aux yeux de la Compagnie et de la profession. L'affiliation à ce groupe est limitée aux producteurs réguliers qui ont bâti et maintenu une importante clientèle. Seulement deux agents par année sont admis dans ce groupe.

remarquer que nous étions une compagnie canadienne à charte fédérale et que nous avions l'intention de poursuivre nos activités en tant que compagnie canadienne. Si je suis sûr que cette déclaration en a rassuré beaucoup, il n'en reste pas moins que nous avons perdu un volume d'affaires considérable à cause de la situation géographique de notre siège social.

Bien que le Conseil d'administration ne croit pas au succès de la politique séparatiste du Gouvernement du Québec, il n'en considère pas moins comme souhaitable le transfert du siège social pour supprimer toute équivoque au sujet de la position de la Compagnie et que, de ce fait, le monde entier sache, avec certitude, que notre statut de compagnie canadienne à charte fédérale est intangible.

Le fait qu'il devient de plus en plus difficile, pour les personnes de langue anglaise, de vivre au Québec, en raison de la législation sur la langue officielle, nous a créé des difficultés majeures. Il est essentiel, pour l'avenir de la Compagnie, qu'elle puisse recruter et retenir suffisamment de personnes connaissant bien l'anglais et disposant de la formation nécessaire à nos opérations quotidiennes.

Lorsque le livre blanc sur la langue a été publié au printemps dernier, j'ai écrit au Premier ministre du Québec pour lui faire part de nos préoccupations au sujet de la langue du travail et de celle de l'éducation. Comme suite à la réponse du Premier ministre, nous avons soumis un mémoire à la Commission parlementaire chargée de diriger les audiences concernant la Charte



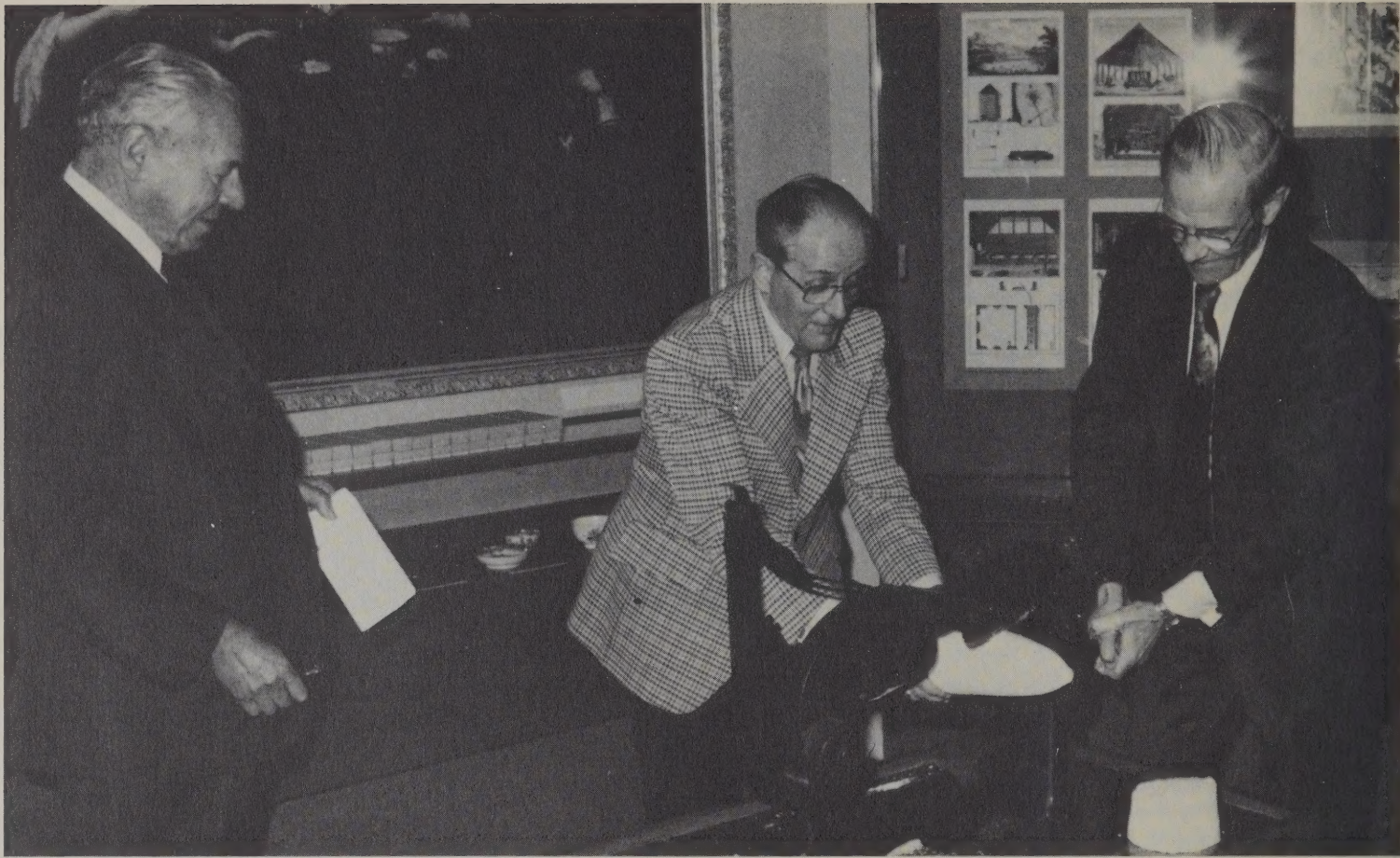
de la langue française. J'ai écrit de nouveau, en août, au Premier ministre. Je ne crois pas que nous pouvions faire davantage pour rendre publiques nos préoccupations relatives à la législation sur la langue.

Toutes ces complications ont amené le Conseil d'administration à décider, lors de son assemblée du 3 janvier, de convoquer une assemblée générale extraordinaire, le 27 janvier, pour délibérer sur le transfert du siège social à Toronto. La ville de Toronto a été choisie car elle est à la fois, pour le Canada, le centre de la finance et celui de l'assurance.

Par la suite, étant donné l'importance de la décision à prendre, le Conseil d'administration a décidé de consulter nos titulaires de contrats sur la question particulière du transfert de notre siège social.

Nous sollicitons donc, en ce moment, de nos titulaires de contrats, membres de la Compagnie, de nouvelles procurations pour une assemblée générale extraordinaire, qui sera tenue le 25 avril, afin de délibérer sur la proposition du transfert de notre siège social.

La formule de procuration a été conçue de façon que les titulaires de polices puis-



Une inauguration originale. La British Columbia Sugar Refining Company, un important titulaire de contrat collectif, a ouvert en 1977 un musée. Au lieu des ciseaux et du ruban traditionnels, l'événement fut marqué par la brisure d'un pain de sucre au moyen d'un instrument vieux de 150 ans. Parmi les dignitaires, on remarquait le président du Conseil de B. C. Sugar, Forest Rogers, et deux employés de longue date de la compagnie, Arthur Scott et Bill Murdoch.

RR

sent indiquer s'ils sont "pour" ou "contre" la proposition de transfert. Pour être adoptée, la modification du règlement doit être approuvée par au moins deux tiers des votes, que les voix soient exprimées par les titulaires, membres de la Compagnie, présents à l'assemblée ou par procuration.

Il est important de faire une nette distinction entre deux aspects du projet: le transfert du siège social et le déplacement du personnel. Le transfert est une opération juridique touchant la situation géographique du Siège social, et c'est cette opération qui requiert l'approbation des titulaires à l'assemblée générale extraordinaire.

Cette assemblée n'aura pas à délibérer sur l'endroit où le personnel sera installé, cette question étant du ressort du Conseil d'administration et de la Direction générale. Nous avons cependant fait savoir que nous n'avons pas, en ce moment, l'intention de

déplacer une grande partie de notre personnel, de Montréal à Toronto, avant environ deux ans.

Nous avons également la ferme intention de maintenir une forte représentation dans la province de Québec, aussi bien pour ce qui est de la souscription de nouvelles affaires que du service nécessaire, en français ou en anglais selon le cas, à nos titulaires de polices du Québec. Le Conseil d'administration se propose d'assurer, comme par le passé, une gestion efficace de nos affaires du Québec, à partir d'un siège administratif pour le Québec, situé à Montréal, et de nos succursales réparties dans toute la province.

Vous le savez déjà, j'en suis sûr, notre projet de transfert du Siège social a suscité des controverses et fait couler beaucoup d'encre. Nous avons reçu bon nombre de lettres, de télégrammes et d'appels téléphoniques, les uns pour, les autres contre, mais, dans l'ensemble, sensiblement en faveur du projet. Je suis très reconnaissant à tous ceux et celles qui se sont donné la peine de nous écrire pour nous apporter leur appui.

Quelques lettres et certains commen-

taires des médias ont traité des conséquences que notre projet de transfert pourrait avoir sur l'unité nationale. Je ne crois pas qu'il puisse avoir sur elle un effet négatif; bien au contraire, les répercussions peuvent être positives. Je tiens cependant à insister sur le fait que notre décision n'a jamais eu de mobiles politiques. Ainsi que je l'ai dit à la suite de notre assemblée générale extraordinaire du 27 janvier: "Nous avons la charge des économies de nos centaines de milliers de titulaires de polices au Canada et à l'étranger. Nos titulaires nous ont accordé leur confiance et cela doit être notre responsabilité fondamentale. Nos décisions concernant la situation de notre siège social et de notre personnel doivent être prises pour des raisons commerciales, sur la base de notre jugement des meilleurs intérêts de nos titulaires de polices."

Au nom du Conseil d'administration qui, dans l'intérêt bien compris des titulaires de polices et de la Compagnie, recommande sans réserve le transfert, je demande instamment à tous les titulaires de polices de profiter de l'occasion qui leur est offerte pour faire connaître leur opinion sur notre projet en remplissant les procurations dès réception et en nous les retournant rapidement.

Je ne crois pas pouvoir clore la question du projet de transfert de notre siège social sans commenter le sujet des investissements au Québec. Notre réputation a été directement touchée par les allégations lancées, par le ministre des Finances du Québec, à l'occasion d'une conférence de presse tenue immédiatement après notre déclaration du 6 janvier. Il a déclaré, en effet, que nous avions sorti plus de \$400 millions du Québec pour les répartir entre les autres provinces. J'ai démenti cette affirmation, le lendemain, dans un communiqué de presse. Par la suite, notre Vice-président principal et Actuaire en chef a publié une analyse détaillée démontrant que cette allégation du ministre des Finances était mal fondée. Le gouvernement n'a pas fait, jusqu'ici, de commentaires sur nos calculs. Je me sens dans l'obligation de parler de ce sujet aujourd'hui car nous avons appris que certains syndicats, sous le prétexte que nous n'avions pas suffisamment investi au Québec, exercent encore des pressions sur les sociétés pour qu'elles résilient leurs contrats collectifs auprès de la Sun Life.

À la fin de 1977, la totalité de nos investissements au Québec, considérablement augmentés au cours de l'année, étaient très légèrement inférieurs à \$700 millions. Le seul moyen pour établir, d'une manière significative, dans quelle mesure les épargnes réalisées au Québec ont été investies au Québec c'est de faire la comparaison entre l'actif et les engagements envers les titulaire de police. Cet actif et ce passif, en ce qui concerne les contrats d'assurance-vie, d'assurance-maladie, et de rentes, s'équilibraient presque exactement, au Québec, à la fin de 1977.

Dans le cas de certains régimes de retraite administrés sous forme de fonds réservés, il y avait un léger excédent du passif sur l'actif. Ce fait est inévitable; une analyse similaire établirait, pour les mêmes raisons, que la Caisse de dépôt du Québec n'investit pas suffisamment dans la province de Québec. N'importe quel régime de retraite d'un groupe québécois est, dans la pratique, obligé d'investir dans des sociétés canadiennes et se trouve avoir, en conséquence, une partie de son actif placée hors du Québec.

Pour dissiper la confusion qui règne encore, sur cette question, dans l'esprit de beaucoup de gens, nous souhaitons vivement que le gouvernement du Québec apporte, le plus tôt possible, à ses affirmations antérieures, les rectifications qui s'imposent.

Conclusion

En conclusion, mesdames et messieurs, l'année 1977 a été fructueuse pour notre compagnie: les affaires nouvelles et les gains ont atteint un niveau sans précédent.

Nous avons dû faire face à bon nombre de difficultés et je suis sûr que 1978 exigera de nous un effort soutenu. Cependant, nous envisageons l'avenir avec confiance. Les membres de notre réseau de production sont bien formés et nous avons un personnel administratif compétent. Nos produits et services sont très concurrentiels et notre situation financière n'a jamais été meilleure. Nous nous attendons à ce que 1978 soit encore une bonne année.

*Allocution prononcée à Montréal
le 14 février 1978.*

État financier de l'exercice 1977

A la fin de 1977

Nous détenions l'actif suivant

Obligations	\$2,136,013,387
Actions privilégiées	25,415,217
Actions ordinaires	528,146,320
Prêts hypothécaires	1,367,028,991
Immeubles occupés par la Compagnie	22,333,052
Immeubles détenus pour fins de placement	363,829,062
Avances sur polices	307,241,504
Investissements dans les filiales d'assurance-vie et autres compagnies connexes	9,152,000
Primes arriérées	23,348,277
Intérêts et loyers échus et courus	75,068,651
Encaisse	19,952,552
Divers	18,745,070
Fonds de capitalisation et autres fonds réservés	645,884,307
	<u>\$5,542,158,390</u>

Pour faire face au passif suivant

Engagements actuariels:	
Assurances vie et maladie	\$2,266,072,036
Rentes	<u>1,253,609,803</u>
	\$3,519,681,839
Sommes assurées et autres sommes laissées en dépôt pour être capitalisées	361,718,760
Réserves pour régimes de retraite de la Compagnie	32,751,890
Prestations en voie de règlement et provision pour sinistres non déclarés	169,419,130
Réserve pour participations à servir aux assurés au prochain exercice	115,273,821
Taxes, impôts et frais échus et courus	13,054,838
Divers	52,571,866
Engagements contractuels – Fonds à capital variable et autres fonds réservés	645,884,307
Provision pour fluctuation des cours	176,300,000
Surplus	455,501,939
	<u>\$5,542,158,390</u>

Remarque:

Les titres sont portés à l'état financier à leur valeur comptable. La valeur comptable totale des actions et des obligations est inférieure à la somme des valeurs marchandes permises par la loi du Canada sur les assurances.

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie

En 1977

Nous avons reçu

Primes d'assurance – Vie	\$416,001,863	
– Maladie	71,258,153	\$ 487,260,016
Primes de rentes		151,929,523
Sommes assurées et autres sommes laissées en dépôt pour être capitalisées		60,833,731
Intérêts, dividendes et loyers		364,199,253
Gains nets réalisés à la vente et au rachat de titres après redressement des éléments d'actif		4,461,442
Dépôts aux fonds à capital variable et aux autres fonds réservés, et autres recettes (y compris plus-value de l'actif de \$172,335)		103,281,685

Nous avons déboursé

Paiements aux assurés et aux bénéficiaires:		
Prestations de décès	\$119,618,730	
Prestations d'invalidité	3,509,515	
Règlements de mixtes échues	27,764,675	
Arrérages de rente	54,812,200	
Participations	104,833,601	
Valeurs de rachat	82,034,241	
Prestations d'assurance-maladie	67,397,750	
Paiements aux termes des fonds à capital variable et autres fonds réservés	41,110,868	\$ 501,081,580
Paiements des sommes assurées et autres sommes laissées en dépôt pour être capitalisées		63,674,453
Additions aux engagements actuariels de paiement aux assurés et aux bénéficiaires		306,588,821
Augmentation et frais – Fonds à capital variable et autres fonds réservés		62,170,817
Frais d'exploitation y compris commissions		150,226,824
Taxes et impôts		40,434,993
Addition à la provision pour fluctuation des cours		16,300,000
Addition au surplus		31,488,162
		<u>\$1,171,965,650</u>

Rapport des vérificateurs

Aux administrateurs,
Sun Life du Canada,
compagnie d'assurance-vie

Nous avons examiné l'état de l'actif et du passif de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, au 31 décembre 1977, ainsi que l'état des revenus et des dépenses pour l'année terminée à cette date. Notre examen a compris une revue générale des méthodes comptables et les sondages des registres comptables et autres preuves à l'appui que nous avons jugés nécessaires. Nous avons vérifié les titres de la Compagnie d'après les certificats obtenus des dépositaires ou personnellement. Nous nous sommes fondés sur le certificat de l'Actuaire de la Compagnie en ce qui touche les engagements actuariels correspondant aux contrats d'assurance et de rentes.

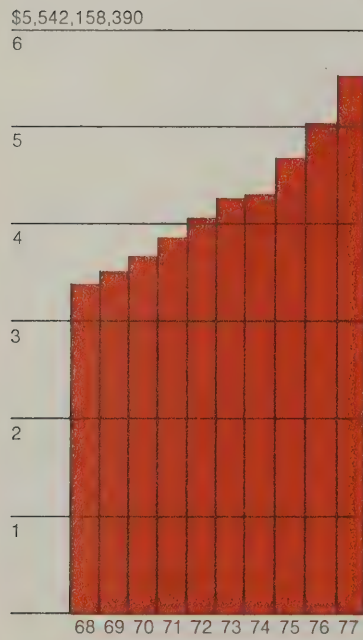
A notre avis, d'après les livres de la Compagnie, les explications qui nous ont été fournies et tous les autres renseignements auxquels nous avons eu accès, y compris le certificat susmentionné rédigé par l'Actuaire de la Compagnie, l'état de l'actif et du passif, ainsi que l'état des revenus et des dépenses ci-joints, présentent fidèlement la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 1977 et les résultats de ses opérations pour l'année terminée à cette date établis sur une base conforme à celle de l'année précédente.

(Signé) Touche Ross & Cie
Comptables agréés.

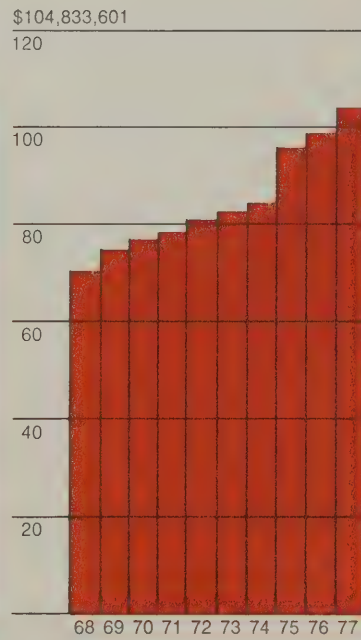
Montréal, Qué.,
le 31 janvier 1978

Croissance de la Sun Life

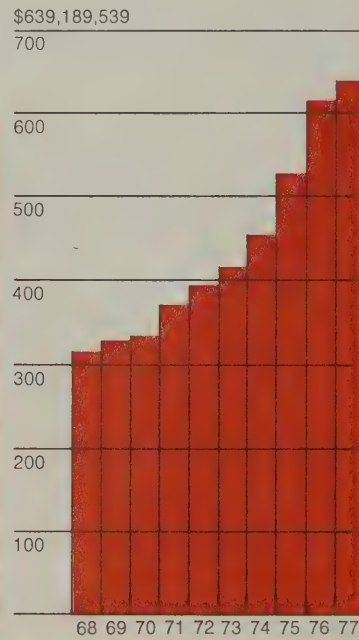
Actif
en milliards de dollars



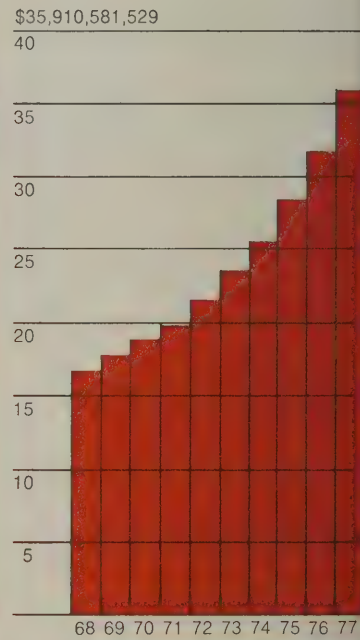
**Participations
versées aux assurés**
en millions de dollars



Primes encaissées
en millions de dollars



**Portefeuille
d'assurance-vie**
en milliards de dollars



Service Sun Life dans le monde

Canada

Barrie
Brandon
Calgary
Chicoutimi
Cornwall
Edmonton
Granby
Halifax
Hamilton
Kamloops
Kingston
Lethbridge
London
Moncton
Montréal
New Westminster
Ottawa
Prince George
Québec
Régina
Rimouski
Saint-Jérôme
Saint-Jean, Terre-Neuve
Saskatoon
Sept-Îles
Sherbrooke
St. Catharines
Sudbury
Thunder Bay
Toronto
Trail
Trois-Rivières
Vancouver
Victoria
Waterloo
Windsor
Winnipeg

États-Unis

Arlington
Atlanta
Baltimore
Boston
Cherry Hill
Chicago
Cleveland
Columbus
Concord
Dallas
Denver
Detroit
Grand Rapids
Hartford
Honolulu
Houston
Indianapolis
Jacksonville
Jenkintown
Kansas City
Los Angeles
Louisville
Miami
Minneapolis/St. Paul
Newark
New Haven
Nouvelle-Orléans
Orlando
Peoria
Philadelphie
Phoenix
Pittsburgh
Portland, Maine
Portland, Oregon
Providence
Sacramento
San Diego
San Francisco
San Jose
San Juan
Santa Ana
Seattle
Spokane
Springfield, Mass.
St. Louis
Tallahassee
Tampa
Washington, D.C.
Wellesley Hills

Angleterre et Irlande

Aberdeen
Beckenham
Belfast
Birmingham
Brighton
Bristol
Bromley
Chester
Colchester
Croydon
Dublin
Edinburgh
Glasgow
Ipswich
Leeds
Leicester
Liverpool
Londres
Maidstone
Manchester
Newcastle
Northampton
Plymouth
Preston
Reading
Sheffield
Southampton
Valletta, Malta
Wolverhampton

Bermudes

Hong Kong

Philippines

Investissements de la Sun Life

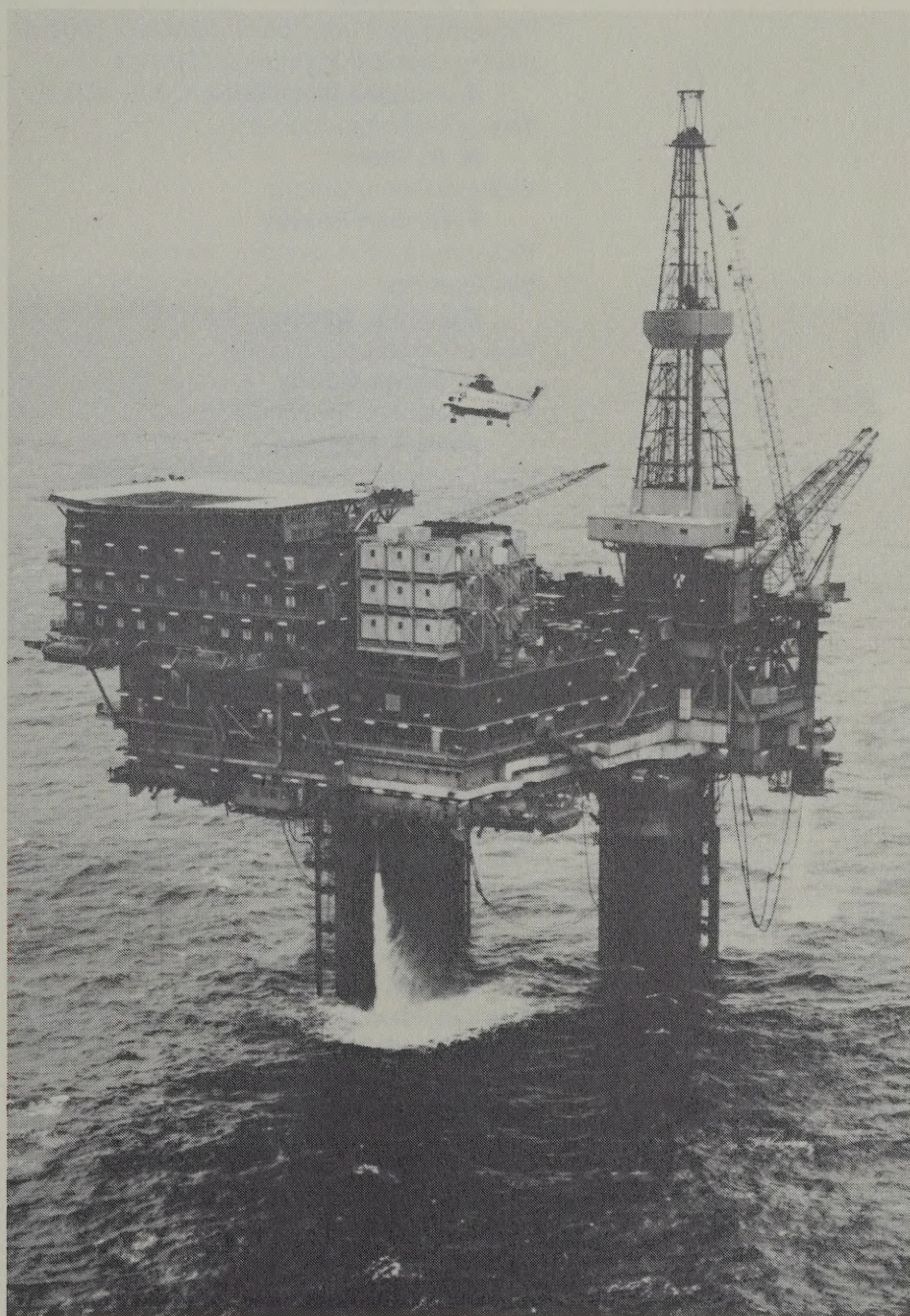
La Compagnie effectue des placements très diversifiés lui permettant de réaliser des gains importants dont bénéficient ses titulaires de contrats. Par la même occasion, ces placements stimulent l'économie des pays intéressés. Ci-dessous, trois exemples illustrant l'utilisation des fonds de la Sun Life:



Une opération d'envergure. Propriété de Saskatchewan Wheat Pool, ce silo peut recevoir et expédier les céréales simultanément. Le pool, qui regroupe 93,000 membres, est une coopérative appartenant aux exploitants agricoles; elle se classe parmi les plus importantes organisations de manutention de céréales. La Sun Life a été le prêteur principal dans un consortium qui a contribué \$30 millions au financement à long terme d'un programme de modernisation du silo.



Denver – 1620 m d'altitude. Ce super-marché Safeway est situé dans le centre commercial Goldsmith, à Denver, Colorado. La Sun Life a consenti une forte hypothèque pour la construction de ce centre.



L'exploitation des richesses maritimes. La Sun Life a contribué au financement de la recherche et de l'exploitation des gisements côtiers de pétrole et de gaz. La photo représente la plate-forme de forage de Shell/Esso's Brent "B", dans la mer du Nord.

La direction générale

Thomas M. Galt, F.S.A.
Président
George F. S. Clarke, F.S.A.
Vice-président général
J. Taylor Bradbury, F.L.M.I.
Vice-président principal
J. A. Brindle
Vice-président principal et directeur général
pour la Grande-Bretagne et l'Irlande
J. Jacques Deschênes, F.S.A., C.G.A.
Vice-président et Actuaire
H. R. Facey
Vice-président, Groupe
F. Herbert Frizzell
Vice-président et directeur en chef
des Agences
Donald L. Gauer, F.S.A.
Vice-président et Actuaire
S. James Gowdy
Vice-président, Personnel
John H. Harrison
Vice-président, Placements immobiliers
W. Allan Keltie, F.S.A.
Vice-président, Sélection des risques
J. S. Lane, C.F.A.
Vice-président, Placements mobiliers
P. R. MacGibbon
Vice-président et secrétaire
W. J. McCarthy
Vice-président principal, Placements
Graham McCracken
Vice-président et directeur juridique
George L. Meltzer
Vice-président principal et directeur général
pour les États-Unis
O. A. Reed, F.S.A.
Vice-président et Actuaire
A. C. M. Robertson, F.F.A.
Vice-président principal et Actuaire en chef
François Vachon, F.S.A.
Vice-président et contrôleur
D. H. Woodhouse, D.M.
Vice-président et directeur médical

Principaux directeurs

Canada

K. M. Stewart
Vice-président, Agences

États-Unis

George L. Meltzer
Vice-président et directeur général
H. Roy Bentley, F.L.M.I.
Vice-président, Administration
John R. Gardner, F.S.A.
Vice-président, Marketing
David D. Horn
Vice-président et directeur juridique
Alexandre Parodos, F.S.A.
Vice-président, Groupe
David B. Wray
Vice-président, Placements

Grande-Bretagne et l'Irlande

J. A. Brindle
Vice-président principal et directeur général
M. E. Bates
Trésorier
R. J. Fredericks
Conseiller juridique et secrétaire
P. R. Isgar
Directeur des Agences
S. J. Quirk
Actuaire
S. Oram, D.M.
Directeur médical

Result

final report of sentences

for 330,055
against 61,576

932,000

70 are for 391,631
84.25%

confirm figure to 83%